

n° 60
Mars 2009

Le Chêne
MAGAZINE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN



5€



> Réforme du lycée :
de nouveaux
dégâts

p. 4



> L'Otan,
cheval de Troie
des Etats-Unis

p.5



> Le MNR
agit sur le terrain

p. 2

Pour construire l'avenir : LE MNR S'ENGAGE AUX EUROPÉENNES



**Nos idées, plus
nécessaires
que jamais !**

"Il n'est pas possible de constituer par l'injustice, par le parjure, par le mensonge, une puissance qui dure", Démosthène.

Depuis les années 90, le mondialisme s'est substitué à l'idéologie communiste... un totalitarisme à vocation universelle remplaçant l'autre. Au nom de cette idéologie s'est instauré un grand marché mondial unique avec la disparition progressive des frontières et l'abdication des États.

La mondialisation, source de tous nos maux

Contrairement à ce qui avait été annoncé, la mondialisation a accru les différences entre les pauvres et les riches. La spécialisation des pays a mis en péril des peuples entiers dont la survie dépend aujourd'hui des cours boursiers de mono-productions. La dérégulation des marchés a fragilisé les entreprises moyennes, proies faciles des fonds spéculatifs internationaux. Enfin, l'ouverture des frontières a mis en concurrence la main d'œuvre du monde entier, les entreprises pratiquant un vagabondage cynique à la recherche du travail au plus bas coût.

Malgré cela, les gouvernements européens ont délibérément renoncé à toute régulation, se fai-

sant les défenseurs inconditionnels d'un système pourtant structurellement voué à l'échec.

C'est ainsi qu'un épiphénomène, l'affaire des subprimes émises par les banques américaines, a suffi à déclencher une crise mondiale d'une exceptionnelle gravité dont la propagation à toute la planète a été d'autant plus fulgurante que les économies sont interpénétrées et que l'avidité et la cupidité ne rencontrent plus aucun obstacle.

Les incendiaires prétendent éteindre le feu

Mais le paradoxe est que l'on confie aux apôtres du mondialisme le soin de résoudre une crise qu'ils ont forgée eux-mêmes et pour laquelle ils ne voient qu'un remède : encore plus de mondialisation. À cet égard, le cas Sarkozy est exemplaire. Après avoir mené une politique mondialiste effrénée, choisissant au sein de la gauche des figures aussi emblématiques que Kouchner, Jouyet, Bocquel, Besson, Descoings et même dernièrement Jack Lang, il n'est pas question pour lui de renoncer à ses orientations. D'où sa gêne lors de son interview télévisée du 5 février dernier et ses 1000 projets qui ne constituent pas un projet et encore moins une vision politique.

Toute idée de protectionnisme est diabolisée et seuls quelques "rebelle" osent parler d'une nécessaire régulation : la communauté des bien-pensants s'émeut donc lorsque Obama, leur idole, au demeurant conforme à la préférence américaine, lance aux entreprises de son pays "achetez l'acier américain". Certes l'Europe ne risque pas d'en faire autant, le Président français appuyé par Bruxelles ayant sabordé notre sidérurgie. La protection des Français et des Européens n'intéresse pas Sarkozy. Il a d'autres préoccupations : contribuer à la mise en place d'un gouvernement mondial qu'il a appelé de ses vœux, discrètement, lors de son intervention télévisée.

Une proposition du MNR pour la sécurité sociale et la relance de l'économie

Lire la suite page 3

L'actualité vue du MNR

L'actualité à travers une sélection de communiqués et de brèves du MNR

17 décembre

■ L'égalité des chances contre la France



Dans une intervention à l'Ecole polytechnique, Nicolas Sarkozy a promis "l'égalité des chances".

25 % des places en classes préparatoires aux grandes écoles devront être réservées aux lycéens boursiers, 30 % en 2010 pour, dit-il, "relever le

défi du métissage". Le MNR rappelle à M. Sarkozy que l'égalité des chances existe depuis longtemps dans notre pays. En feignant de l'ignorer, le président montre, sans l'avouer, qu'il veut favoriser les populations d'origine étrangère. Le MNR ne peut que s'opposer à une telle initiative, qui nuira à la meilleure utilisation des capacités, et met en cause notre identité nationale.

29 janvier

■ Le MNR salue les relocalisations



Suite à une hausse de son chiffre d'affaires et à un recentrage de ses activités sur son savoir-faire initial, le

fabricant de jouets Smoby a décidé de rapatrier certaines productions de Chine en Europe. Aujourd'hui, 60 % des jouets sont fabriqués sur trois sites français de production dans le Jura et dans l'Ain, 10 % en Espagne et 30 % seulement en Chine. "De nouvelles gammes vont être élaborées en

France" promet le Directeur général qui précise également que la décision reste principalement économique. Le logo "Made in France" rassure les clients, les malfaçons chinoises ayant défrayé la chronique en fin d'année 2008. Le MNR se félicite de la décision prise par ce chef d'entreprise et souhaite qu'il soit largement suivi par les entreprises françaises dans le cadre d'un vaste plan de relocalisation privilégiant l'emploi des Français dans notre pays, réduisant les transports et les pollutions qu'ils engendrent.

20 février

■ Médecins : le Sénat pour la préférence étrangère



Le Sénat vient d'autoriser les médecins non européens à diplôme français à s'installer librement en France. Alors que

les étudiants français sont soumis à une sélection très sévère qui autorise à peine plus de 10% d'entre eux à passer en 2ème année, les étudiants étrangers ne

sont soumis à aucun numerus clausus. Ils vont donc prendre la place des Français dont le nombre est limité à 7 400 en 2009. De plus beaucoup de ces médecins étrangers ne font que compléter par un diplôme français une formation de base insuffisante qui ne les placent donc pas au niveau des praticiens nationaux. Les sénateurs et leurs familles les choisiront-ils comme médecin-traitant ?

20 février

■ Les DOM victimes de la préférence immigrée



La politique mondialiste menée par les gouvernements de la fausse droite comme de la gauche a dédié les DOM au tourisme et à l'assistantat, préférant la main d'œuvre africaine moins chère et moins formée, à la main-d'œuvre ultramarine française plus qualifiée et donc légitimement plus exi-

geante. Les Antillais sont les premières victimes du chômage endémique et du renchérissement de la vie consécutifs à cette politique qui n'épargnera aucun "petit Français" qu'il soit ultra-marin ou métropolitain. Le MNR rappelle que le coût annuel de l'immigration dépasse les 36 milliards d'euros et que ces sommes colossales auraient été mieux employées à développer l'ensemble du territoire français.

24 février

■ Non à la réintégration de la France dans l'OTAN



Le Président de la république et son ministre des Affaires étrangères, M. Kouchner, ont décidé sans consulter les Français, la réintégration complète de notre pays au sein du commandement intégré de l'OTAN, qui doit avoir lieu le 4 avril prochain. Il s'agit pour notre pays de renoncer à sa politique étrangère indépendante et de

s'aligner purement et simplement sur la politique, de surcroît très contestable, des Etats-Unis. Ainsi, l'OTAN étant le bras armé des Etats-Unis, il sera désormais quasi-impossible de refuser de participer aux expéditions militaires initiées par les Américains. Le MNR s'oppose catégoriquement à cette réintégration et demande l'organisation d'un référendum sur ce sujet qui engage gravement la France, bien au delà du quinquennat de M. Sarkozy.

25 février

■ Fin du cycle lepéniste



Annick Martin, Secrétaire générale du MNR, félicite Carl Lang d'avoir rassemblé au sein du "Parti de la France" les ex-frontistes qui ne se résolvèrent pas à baisser les bras devant la progression du mondialisme sous toutes ses formes. Ce nouveau désaveu de la stratégie lepéniste

consistant à écarter et humilier les meilleurs cadres au profit des proches, va mettre un terme à une aventure qui avait perdu son sens politique. Annick Martin estime l'heure venue d'agir groupés pour nos idées, en complémentarité et non en rivalité et de mettre tout en œuvre pour sortir la France et l'Europe de l'ornière dans laquelle les gouvernements les enfoncent toujours plus.

Le MNR s'engage aux européennes

Poursuivant sa stratégie d'union et de renouveau, le MNR s'est entendu avec Carl Lang pour participer sous l'étiquette "le parti de la France" aux élections européennes. Tout en conservant son indépendance et son identité, notre Mouvement va donc être parti prenante aux prochaines échéances si importantes pour la défense de notre identité.

Avec Carl Lang : résister et construire

Depuis le mois d'octobre, le MNR a multiplié les contacts amicaux avec les acteurs de la mouvance nationale qui ont pour priorité la défense de la civilisation européenne, avec ses corollaires démographiques, économiques et une nécessaire politique d'indépendance.

Alors que le FN a définitivement laissé passer l'occasion historique d'être le recours contre le laminer mondialiste, un vaste courant de résistance est né. Le MNR est co-fondateur de cette entreprise salutaire. Avec Carl Lang, Jean-Claude Martinez, la Nouvelle droite populaire et de nombreuses associations amies, le MNR va s'employer à développer un contre-pouvoir enraciné et organisé, dont le rôle ne se bornera pas à de vaines protestations, mais qui saura être une force de proposition en rupture avec la sociale-démocratie mondialiste.

Le MNR présent sur les listes européennes

Dès les élections européennes de juin, puis pour les régionales de

2010, nous nous battons ensemble sous l'étiquette "Parti de la France", afin de défendre et promouvoir notre patrie au sein d'une Europe que nous voulons européenne, indépendante et puissante. C'est ce qui a été annoncé le 9 mars à Paris, lors d'une conférence de presse commune à laquelle participaient Annick Martin, Carl Lang, Jean-Claude Martinez et Robert Spieler et au cours de laquelle cinq listes européennes ont été annoncées.

Agir groupés chacun avec son identité

Bien sûr, il ne s'agit pas pour le MNR de renoncer à son existence et à son identité : au contraire, ses compétences, son organisation, ses spécificités seront particulièrement utiles au sein de cette entente. Il s'agit d'agir groupés, loyalement, sans rivalité mais en complémentarité.



Annick Martin en conférence de presse avec Carl Lang

Le MNR en réponse à la crise

Suite de l'édito d'Annick Martin

sée. C'est d'ailleurs pourquoi, après avoir renforcé notre engagement en Afghanistan, il bataille pour le retour de la France au sein de l'OTAN.

Pour une Europe indépendante et puissante

Bien entendu, le MNR qui aspire à une Europe européenne, indépendante et puissante est totalement opposé à cette politique mortelle. C'est pourquoi, conformément à notre décision d'agir ensemble pour nos idées, nous nous engageons avec C. Lang, J.-C. Martinez, R. Spieler et tous ceux qui veulent sincèrement construire un pôle de résistance national et européen, à participer aux élections européennes sous une bannière commune.

Quant à la crise, ses responsables tentent de convaincre leurs victimes qu'elle était incontournable et que seules leurs solutions sont possibles. Rien n'est plus faux. Au contraire, la crise doit être l'occasion de reconsidérer une organisation économique et sociale obsolète.

La France est lourdement pénalisée par un système social qui repose uniquement sur la solidarité de ceux qui travaillent et qui date de 1946. A l'ère de la mondialisation et de la précarité, ce système doit être abandonné. Non seulement il faut mettre en

place les régulations douanières anti-dumping fiscal, social et environnemental, mais il faut abandonner la taxation sociale du travail qui pénalise à la fois les salariés et les entreprises qui font l'effort d'employer de la main d'oeuvre. Il n'est évidemment pas question de renoncer à une protection sociale de qualité, mais d'en faire porter l'effort sur l'ensemble des transactions et en particulier sur les importations qui aujourd'hui, sont épargnées par les charges sociales. Les Français éprouvent un légitime sentiment d'injustice lorsque leur emploi est délocalisé en raison du niveau des charges sociales et que certains importateurs continuent à s'enrichir insolemment sans participer à l'effort social de la nation.

Pour une vraie relance économique

Le MNR propose donc une mesure capitale pour la relance de notre pays : la Cotisation Sociale sur le Chiffre d'Affaires, qui remplacera les prélèvements sociaux actuels. Il s'agit d'une véritable révolution culturelle dont les effets seront immédiats, qui permettra de relancer le pouvoir d'achat et soutiendra nos exportations (lire l'article page 6). C'est un contre-feu aux effets pervers de la mondialisation, un système simple à mettre en place, efficace et juste.

Réforme du lycée : de nouveaux dégâts

Le gouvernement semble avoir reculé sur la réforme des lycées. Malheureusement il n'a pas abandonné ses prétentions. Or celles-ci sont calamiteuses car si elles devaient entrer en application, elles marqueraient un nouveau recul de l'intelligence et du savoir dans notre pays. Explications.

Entre le projet de réforme de l'enseignement primaire lancé l'automne dernier par Xavier Darcos, et sa réforme du Lycée, le contraste est saisissant ! Il convient de se réjouir de la première et de s'alarmer quant à la seconde !

Dans l'enseignement primaire un changement s'imposait : 15% des élèves entrent en classe de sixième sans savoir correctement lire et écrire. L'effort sera désormais porté sur le français (grammaire, vocabulaire, orthographe) et les mathématiques (rétablissement du calcul mental et de la règle de trois) : savoir lire, écrire et compter ! Enfin ! Le bon sens ! Les nouveaux programmes prévoient de rétablir l'instruction civique et morale, l'enseignement de l'histoire afin d'introduire des repères chronologiques chez l'enfant. Voilà de quoi réjouir les professeurs sérieux comme les parents soucieux de l'avenir de leur progéniture.

Enseignement secondaire

Paradoxalement, le projet de réforme du lycée est en totale contradiction avec celui du primaire et semble se calquer sur l'idéologie "pédagogue". On constate déjà depuis plus de trente ans les dégâts du "Collège unique" que les enfants intègrent sans examen ni sélection, cadre offrant à tous, dans un souci de démocratisation, de la sixième à la troisième, un enseignement identique. Au lieu de tirer la leçon de cet échec, le ministre nous concocte un bac unique avec des options !.. La réforme prévoit la destruction des filières traditionnelles (L, ES, S) dans le dessein d'éviter la sélection au bénéfice de modules d'enseignement d'une durée semestrielle. Les élèves auront ainsi la possibilité de se réorienter en milieu d'année ! C'est méconnaître le métier de professeur : ce n'est souvent qu'au troisième trimestre qu'un élève parvient à acquérir la méthode et

voit couronner ses efforts . Ce projet n'encourage guère la persévérance ! Belle leçon d'éducation !

Non seulement les disciplines sont mal traitées, mises en concurrence les unes avec les autres, mais on se dirige vers un enseignement à la carte comme si des adolescents de 16 ou 18 ans étaient dotés de la maturité les rendant capables de choisir. Ils vont zapper d'une discipline à l'autre ! "Or à s'informer de tout on ne sait jamais rien.", disait le philosophe Alain. C'est la fidélité, vertu de la continuité, qui sauve le choix : en début d'année scolaire telle discipline semblera rébarbative, mais l'élève s'accrochera et au bout d'une année il en goûtera le plaisir. À quoi bon donner aux élèves à choisir dans ce qu'ils ignorent ? Comment pourront-ils choisir la philosophie en première ou terminale puisqu'ils ne l'auront pas encore pratiquée auparavant ?

D'après ce projet des disciplines seront sacrifiées : Le grec : la langue du commencement de notre civilisation, le latin sont condamnés à disparaître au profit des langues vivantes dans le but de familiariser les élèves avec la vie quotidienne d'un pays, le plus souvent à travers les niaiseries de manuels de conversation. L'histoire serait rendue optionnelle dès la première ce qui revient à condamner à plus ou moins long terme cette discipline indispensable et à rendre la jeunesse amnésique ... La connaissance du passé est nécessaire à l'épanouissement d'un individu comme à celui d'une nation, d'une civilisation. Mais, c'est bien

connu : pour liquider les peuples, on commence par leur enlever leur mémoire !

On n'ose envisager l'avenir de la philosophie, originalité et noblesse de notre enseignement secondaire dont les instructions de 1925, sous la plume d'Anatole de Monzie soulignaient la finalité : à l'égard de jeunes gens allant quitter le lycée pour entrer dans la vie, "il est bon qu'ils soient armés d'une méthode de réflexion et de quelques principes de vie intellectuelle et morale...qui fassent d'eux des citoyens capables d'exercer le jugement éclairé et indépendant que requiert notre société démocratique."

La réforme se fera

Vu l'ampleur de la contestation, Xavier Darcos a reporté d'un an la réforme du lycée mais il semble aussi déterminé que Sarkozy. "La réforme se fera en 2010" a-t-il déclaré. Elle devient consensuelle, comprendre : elle se fera collectivement. Faut-il entendre "Avec la rue" ? C'est désormais Richard Descoings, directeur de l'Institut d'études politiques (il a acquis sa réputation en ouvrant cette grande école aux "jeunes des cités sensibles"), qui a été nommé à la tête de la mission de concertation pour la réforme du lycée. Il parle déjà d'écoute, et de conciliation ! Quant au nouveau poste de haut-commissaire à la jeunesse, il a été attribué à Martin Hirsh chargé de répondre à "la demande d'autonomie des jeunes".

Le ton est donné. "Pas de projet de société sans un projet scolaire" aurait dit Nicolas Sarkozy. Cela promet ! Le gouvernement mondialiste n'a que le souci de faire de chaque individu un consommateur docile, peu importe qu'il soit inculte. La barbarie poursuit sa marche !

Isabelle Laraque



Otan, Cheval de Troie des Etats-Unis

Depuis qu'il a été élu, Sarkozy veut faire rentrer la France dans le giron américain. Aujourd'hui il franchit une nouvelle étape hautement symbolique : la réintégration de notre pays dans le commandement intégré de l'Otan. Alors que notre avenir réside dans une Europe indépendante et puissante, le président de la République revient quarante ans en arrière. Analyse.

L'omnipotent Président Sarkozy a annoncé son désir de voir la France réintégrer l'Otan lors du sommet prévu pour le soixantième anniversaire de l'Alliance Atlantique les 3 et 4 avril prochains. Pourquoi une telle rupture avec la tradition gaullienne dont il se prétend l'héritier ? Pour tenter d'y voir plus clair, un rappel historique s'impose.

La mission de l'Otan

L'OTAN (organisation du traité de l'Atlantique Nord) fut créée le 4 avril 1949 à Washington dans le contexte de la Guerre Froide opposant les USA et le Monde Libre à l'Empire Soviétique. Cette alliance militaire avait pour but d'empêcher l'URSS d'envahir l'Europe de l'Ouest (elle occupait l'Est depuis 1945) avec l'appui permanent de l'armée américaine qui y était implantée. Elle réunissait douze pays (Belgique, Canada, Danemark, USA, France, Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni, Portugal), s'y ajoutèrent en 1952, la Grèce et la Turquie (déjà !), en 1954 la République Fédérale Allemande enfin, en 1982, l'Espagne. En riposte, l'URSS et ses satellites mirent en œuvre le Pacte de Varsovie (1955). Notons que l'Otan resta sans réaction devant la répression communiste de 1956 en Hongrie et de 1968 en Tchécoslovaquie. De Gaulle (hostile aux USA) développa à partir de 1958 la force de dissuasion nucléaire française au nom de l'indépendance nationale et décida le 1er juillet 1966 de quitter l'Otan tout en restant membre de l'Alliance Atlantique.

Ses dérives

Avec la Chute du Mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'URSS qui amena la dis-

parition, ipso facto, du Pacte de Varsovie, l'Otan qui avait pour vocation de protéger l'Occident parut désormais sans objet. Or, elle perdura, l'Europe s'avérant incapable de s'unir pour une défense commune, libérée de l'oncle Sam, elle demeura inféodée aux USA (en 1993, l'Eurocorps fut placé sous commandement de l'Otan). Même la France continua de mener une politique pro-atlantiste (Mitterrand en 1991 avec la première guerre d'Irak " Tempête du Désert", Chirac contre la Serbie avec la participation aux bombardements de Belgrade en 1999 puis les opérations militaires à Kaboul.

La France vassale des USA

Sarkozy, fasciné par les USA, ne pouvait qu'accentuer cette funeste dérive politique en cédant aux pressions de Bush et, aujourd'hui, d'Obama le Nouveau Messie qui veut associer ses alliés à la guerre afghane et peut-être demain à celle d'Iran.



Mais en avons-nous les moyens militaires et financiers (déjà la France est le cinquième contributeur des troupes de l'Otan) ? On lui promet, il est vrai, de récupérer

le commandement suprême allié à Norfolk (USA). L'ego de Sarko n'y résistera pas, il pourrait bien se prendre pour le " Petit Caporal ", mais n'est pas Bonaparte qui veut!

Alors irons-nous à Téhéran pour les beaux yeux d'Israël et d'Obama et enverrons-nous des renforts contre les Talibans alors que l'islamisation s'installe dans nos cités et fait la loi sur notre propre sol ? Le peuple sera-t-il consulté ? "Non" a répondu M. Morin, ministre de la Défense. Donc, Sarko, impérial, décidera, urbi et orbi, de nous amener, pieds et poings liés, dans le giron de l'Otan

véritable Cheval de Troie américain, étrangère à nos intérêts et à notre indépendance. L'Europe loin de devenir la véritable puissance appelée de nos vœux, ne sera plus, hélas, qu'une vassale de l'oncle Sam et du mondialisme. Charles Maurras disait : " De toutes les libertés, la plus précieuse est l'indépendance de la patrie ", mais notre " vénéré " Président a-t-il jamais lu le Maître du nationalisme français ? On peut en douter...

Bernard Bres

L'Europe de Kouchner : de Rabat à Tel-Aviv

Après le Maroc auquel a été accordé en octobre 2008, un " statut avancé " dans le cadre de la politique européenne de voisinage, Israël a obtenu le 8 décembre dernier le bénéfice d'un " statut très avancé ", afin de combler progressivement l'espace entre le statut d'association et celui d'adhésion, et de tout partager sauf les institutions. Il a fallu toute la détermination de M. Kouchner pour finaliser cet accord exceptionnel. En effet, la présence des ministres israéliens dans tous les Conseils européens et la participation d'experts israéliens dans tous les groupes de travail européens confère dorénavant à ce pays, un statut de quasi-membre de l'Union européenne. C'est pourquoi le Parlement européen, qui avait été maintenu pendant des mois dans l'ignorance des négociations menées par le Conseil et la Commission avec Israël, avait voté contre. Quelques jours plus tard et en dépit de ce vote, le Conseil des ministres des Affaires étrangères a passé outre et entériné l'accord.

La proposition du MNR pour la sécurité sociale et la relance de l'économie

Alors que le gouvernement accumule les mesurette pour tenter de masquer son impuissance face à la crise, le MNR propose un plan de réforme économique et sociale qui serait de nature à relancer la consommation, à améliorer la productivité de nos entreprises et à sauver la sécurité sociale. Présentation.

Le financement de la sécurité sociale est, depuis 1945, totalement basé sur des prélèvements sur salaires. Mais les coûts de la santé ont explosé, la durée de vie s'est considérablement allongée, et les charges de retraite sont en forte croissance

La sécurité sociale est en danger... et elle ne le sait pas

Une étude récente estime que les dépenses de santé devraient augmenter de 70% d'ici 2020. La structure des revenus a elle aussi beaucoup évolué et si les salaires en constituent toujours l'essentiel, d'autres catégories de revenus sont progressivement apparues: revenus mobiliers, revenus immobiliers, retraites etc.. Mais le mode de financement de la sécurité sociale n'a pas évolué, ce qui fait supporter une charge de plus en plus lourde aux salariés et aux entreprises. Par exemple, aujourd'hui, un cadre moyen aux

appointements de 3.072 euros ne touchera effectivement que 2.475 euros, après prélèvements de 608 euros, et son employeur devra verser 1.614 euros de charges. L'ensemble de ces cotisations (608 + 1614) représente donc 90% du salaire net. Autre exemple: une employée touchant un salaire proche du SMIG - 9,54 euros de l'heure ne perçoit que 61 % du coût total salaire plus charges.

Tout ceci est bien connu des économistes, politiques, et institutions diverses. Et chacun de dénoncer le manque de compétitivité de nos entreprises, l'inefficacité et l'injustice de ce financement. Mais personne ne bouge.

Aussi le MNR a-t-il décidé de proposer un système radicalement nouveau qui serait basé directement sur l'activité économique. Les prélèvements sur salaires seraient supprimés et remplacés par une "Cotisation sociale sur le chiffre d'affaires" (C.S.C.A) perçue sur chaque transaction. Nos calculs montrent que le taux de cette taxe serait initialement de 6,7% ramené à 4,3% lorsque le mécanisme sera en régime de croisière.

Un avantage pour les salariés

L'avantage pour les salariés est évident: leur pouvoir d'achat augmente fortement car, s'ils paient cette taxe sur leurs achats, ils n'auront plus à supporter des prélèvements de 20% de leur salaire brut (10% environ pour les retraités). Si bien que, selon nos calculs, les ménages les plus modestes connaîtront une augmentation de leur revenu disponible d'environ 18%. Quant aux ménages imposés au taux marginal maximum - 40% - l'accroissement de leur pouvoir d'achat sera de 10%.

Les entreprises verront une diminution de 52% de leurs frais de personnel et donc une amélioration substantielle de leur compétitivité et donc de leurs possibilités de financement pour de nouveaux investissements. Il serait alors hautement souhaitable d'instituer un développement de l'épargne salariale.

Au bénéfice de la nation

Cet accroissement de compétitivité bénéficiera évidemment à l'ensemble de la nation. Elle sera en outre renforcée par le fait que nos exportations ne supporteront pas cette CSCA, qui, au contraire, frappera les importations.

L'augmentation de croissance qui en résultera va dans le sens d'une réduction du chômage et d'une amélioration, hautement nécessaire, des finances publiques: on nous annonce qu'avec les errements actuels, la dette publique passera à 80% du PIB fin 2010 (55% actuellement)

Il s'agit donc d'une évolution majeure de notre système économique et financier qui évitera sans doute l'asphyxie de la sécurité sociale, mais qui, surtout, donnera un formidable ballon d'oxygène à notre économie, qui en a bien besoin.

Il est tout fait justifié de remplacer un financement basé sur les salaires par un financement basé sur la consommation car l'ensemble de la collectivité nationale, bénéficiaire de toutes les prestations sociales, doit participer à leur financement qu'il n'est pas justifié de faire supporter par les seuls salaires. Une fois encore le MNR se montre, par ses initiatives, à la hauteur des défis de notre époque.

Bernard Bornette

Guadeloupe : deux poids deux mesures



Après que les activistes aient obtenus gain de cause en Guadeloupe, une question se pose : Pourquoi les Français de métropole ne peuvent-ils pas eux aussi obtenir une augmentation des bas salaires de 200 euros ? Quel est donc la raison de ce traitement discriminatoire ?

In memoriam

Nous venons d'apprendre la disparition tragique de Xavier, fils de Danièle et Jean-Marie Carrion, à l'âge de 36 ans. Nous nous associons à la douleur de nos fidèles amis du Jura dans cette terrible épreuve.

Réunions, manifestations, Le MNR agit et se prépare

Dans la perspective de sa participation aux prochaines élections européennes, le MNR multiplie les activités sur le terrain. Les fédérations comme la nouvelle équipe dirigeante, conduite par Annick Martin ne ménagent pas leurs efforts. Compte-rendu.

10 janvier réunion à Limoges

Malgré une manifestation du SCALP, s'est tenue à Limoges la réunion des adhérents et militants de la Haute-Vienne, en présence d'Annick Martin et de Philippe Cubaynes. L'équipe locale très dynamique avait décoré les entrées de la ville aux couleurs de la France et du MNR et un nouveau rendez-vous politique est prévu pour le mois de juin.

11 janvier réunion à Montauban

Le lendemain, magnifique ambiance également à Montauban, chez Marie, en présence du Secrétaire départemental Thierry Lobre. Salle bondée et adhérents très déterminés.

Election : Moreau fait mieux que le FN



A l'élection cantonale d'Avallon le 11 janvier 2009, Claude Moreau, membre du Bureau national du MNR, ancien Conseiller régional de Bourgogne, a obtenu plus de 5 % des voix quand le FN ne réalisait que 2 %. Bravo à notre ami !

17 janvier réunion à Nancy

Le 17 janvier, Isabelle Laraque et Annick Martin sont allées à Nancy partager la galette des rois dans la fédération de Meurthe-et-Moselle très soudée autour de Catherine Davion. Se sont joints à cette réunion les adhérents de la Meuse. A regretter l'absence de Jean-Marie Nicolay, Secrétaire régional, affecté par un deuil familial particulièrement cruel.

20 janvier pôt de l'amitié à Neuilly

Trois jours plus tard, pot de l'amitié et point politique à Neuilly (Hauts-de-Seine) autour d'Isabelle Laraque.

24 janvier marche pour la vie

Après le Bureau national du 24 janvier, une délégation du MNR a participé à la marche pour la vie qui se tenait à Paris le 25 janvier, présence remarquée par la presse écrite qui s'en est fait largement l'écho.

1^{er} février rassemblement à Saintes

Réunion exceptionnelle à Saintes, le 1^{er} février, sur le thème des relations franco-russes, préparée par Jean-Pierre Tournier et toute son équipe. Étaient présents : Annick Martin et Nicolas Tandler (Nouvelle droite populaire). L'invité, M. André Ratschinski, a fait un exposé captivant sur les liens historiques entre la France et la Russie, balayant nombre d'idées reçues.

7 février réunion à Château-Renard

Le 7 février, réunion chaleureuse à Château-Renard organisée par la fédération des Bouches-du-Rhône et Hubert Savon, Secrétaire régional de PACA. Une délégation de l'Hérault menée par Jean-Paul Dizier avait fait le déplacement. Annick Martin et Hubert Savon ont exposé les grandes lignes de la stratégie du MNR.

8 février galette des rois à Paris

Le 8 février : galette des Rois à Paris, en présence du Secrétaire départemental Roland Curtet, de nombreux cadres et adhérents d'Île-de-France, dont Alain Vauzelle le Trésorier national. Présents également les bénévoles

9 mai prochain déplacement à Cologne contre les mosquées

Une délégation du MNR sera présente le 9 mai prochain à Cologne, lors du rassemblement européen contre l'édification d'une mosquée monumentale. De toute l'Europe afflueront les représentants de ceux qui refusent l'islamisation de notre continent. La délégation sera conduite par la Secrétaire générale accompagnée d'Isabelle Laraque et Jean-Pierre Tournier. (Renseignements : 01 56 56 64 34)

franciliens qui consacrent temps et moyens à notre mouvement et sans lesquels notre siège "ne tournerait pas".

12 février soirée en Val-de-Marne

Soirée en Val-de-Marne le 12 février, organisée par Roland Favre autour d'un bon repas et dans une ambiance détendue. Annick Martin a fait le point sur le sarkozysme et sur la situation internationale.

8 mars conférence à Paris

Le 8 mars, au siège du MNR : Gianluca Iannone et Gabriele Adinolfi ont présenté l'expérience romaine réussie d'implantation sociale et étudiante. G. Iannone est responsable de la fondation de Casapound Italia et G. Adinolfi est cofondateur du mouvement Terza posizione.

✓ Je fais un don pour l'implantation et le développement du MNR

Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Courriel @

Je verse : 20 € 30 € 50 € 100 € 200 € ou € Chèque à l'ordre de l'AFMNR

Votre don à l'AF-MNR vous permettra de bénéficier, dans la limite de 20% de votre revenu imposable, d'une réduction d'impôt de 66% du montant de votre don. Un reçu anonyme vous sera adressé.
 Association de financement du MNR agréée par la CCFP en date du 18 juin 1999 sous le n° P305AF99567

À RETOURNER À : MNR - 15, rue de Cronstadt - 75015 Paris

ON EST CHEZ NOUS

La mondialisation nous ruine

La mondialisation continue à produire ses ravages : les derniers chiffres du chômage (janvier) font apparaître une augmentation de 90 200 personnes sur un mois (+ 4,3 %), chiffre jamais vu depuis vingt ans.

Sarkozy nous mène en bateau

Face à ce désastre, Sarkozy parle beaucoup, multiplie les mesurette mais ne fait rien d'efficace. Il refuse notamment toute protection pour les Français et l'économie de la nation.

Le MNR pour la protection des Français

Le MNR demande au contraire au gouvernement de mettre en place une politique de protection des français :

- instaurer systématiquement la préférence nationale et européenne à l'embauche et au logement
- réserver les prestations d'assistance (RMI) aux français, supprimer l'AME qui permet aux clandestins d'être soignés à nos frais
- taxer les importations en provenance des pays à bas coût de main d'œuvre qui exercent une concurrence déloyale vis-à-vis de nos productions
- préserver nos monuments et églises, emblèmes de notre civilisation, au lieu de favoriser le financement des mosquées

Avec le MNR pour rester chez nous

Nom.....Prénom.....
Adresse.....

..... Tél. : Courriel :@.....

J'apporte mon soutien au MNR et verse la somme de € (chèque à l'ordre de "AF MNR").

Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le MNR.

À renvoyer à : MNR - 15, rue de Cronstadt - 75015 PARIS - Tél. : 01 56 56 64 34 - www.m-n-r.com ● Radio MNR : 08 92 69 69 26